



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## **World Rainforest Movement - Bulletin Mensuel - Numéro 152 - Mars 2010**

### **LE THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO : LES FEMMES SONT EN MARCHÉ**

Pour célébrer une fois de plus la Journée de la Femme, des milliers de paysannes, de travailleuses et de chômeuses se sont mises en marche dans tout le Brésil. Elles marchent pour se prononcer contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre la violence qui retombe sur les femmes, contre l'agro-industrie et la monoculture de l'eucalyptus et de la canne à sucre. Elles marchent en défense de la souveraineté alimentaire et énergétique et pour l'investissement public dans l'agriculture paysanne.

Mais cela ne se passe pas seulement au Brésil. Dans les cinq continents, la Marche mondiale des Femmes invite à marcher « pour lutter contre la privatisation des ressources naturelles et des services publics. Nous marcherons pour la souveraineté alimentaire et énergétique, contre la destruction et le contrôle de nos territoires, et contre les fausses solutions apportées au changement climatique ».

Aux quatre coins du monde il y a des femmes qui prennent conscience, s'organisent, réclament et s'émancipent.

Ce bulletin est fait par elles et pour elles.

### **NOTRE OPINION**

- **Des femmes émancipées : luttes sociales et conscience des rapports entre les sexes**

### **GENRE ET ENVIRONNEMENT**

- **Faire le lien entre les courants écologistes et le genre**

### **FEMMES AFFECTÉES ET ÉMANCIPÉES**

- **La souveraineté alimentaire aux mains des femmes de l'écosystème de la mangrove**
- **Nigeria : les femmes victimes de la malédiction du pétrole**
- **Papouasie-Nouvelle-Guinée : l'émancipation des femmes de la Women in Oil Palm Association**
- **Brésil : les femmes affectées par les barrages et les changements dans leur mode de vie**
- **Thaïlande : les femmes commencent à s'organiser contre l'héritage empoisonné des**

## mines d'or

- Les femmes et le changement climatique : les plus affectées et les moins écoutées
- Les femmes et les hommes invisibles qui résistent contre la destruction de leur territoire dans le Nord du Grand Chaco
- La vie des femmes chez les Garo du Bangladesh, un peuple forestier privé de forêts
- Brésil : pour qui et pour quoi luttent les femmes, le 8 mars aussi

## NOTRE OPINION

### **– Des femmes émancipées : luttes sociales et conscience des rapports entre les sexes**

Il est évident pour tous que nous sommes embarqués dans un long et parfois résisté processus de prise de conscience des relations sociales entre les sexes, dans lesquelles, de façon générale, la femme a toujours été en situation d'inégalité et de subordination.

La lutte des femmes, une lutte pour la liberté due à leur condition de secteur exclu, est en essence la réclamation d'un changement des structures et des rapports sociaux qui, dans la plupart des sociétés et grâce aux systèmes politiques, juridiques, culturels, religieux et familiaux ont limité le rôle de la femme au domaine privé et familial. En définitive, il s'agit d'une revendication de justice sociale.

Dans le monde occidental, on en trouve des antécédents lointains chez Olympe de Gouges, dramaturge et activiste politique française qui, en 1791, publia la « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne », en contrepartie évidente des « Droits de l'homme et du citoyen ». L'article 10 de sa déclaration dit que « la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune », ce qui veut dire que si les femmes peuvent être exécutées, elles devraient avoir aussi le droit de parler.

Au 20<sup>e</sup> siècle, la question de l'égalité entre les sexes acquiert davantage de notoriété pour avoir été reprise par des organismes et des processus internationaux. Dans ce sens, le Programme d'action de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) a joué un rôle important, en réclamant la pleine participation de la femme à l'exercice du pouvoir dans le domaine public.

Depuis, le droit de la femme à participer sur un pied d'égalité avec l'homme au pouvoir et à la prise de décisions a été progressivement reconnu dans des documents, des conférences et des processus internationaux. Pourtant, cette reconnaissance formelle ne se reflète pas dans les données statistiques, qui font état d'une sous-représentation des femmes dans les espaces décisionnels.

Dans d'autres domaines, en particulier dans certains pays du Sud, au cours des luttes sociales contre l'imposition de modes de production qui impliquent la destruction de biens communs tels que l'eau, la terre, le territoire, la souveraineté et même la culture, les femmes ont été sur un pied d'égalité avec les hommes et

parfois à l'avant-garde. Ces femmes qui livrent des batailles, en général non pas pour elles-mêmes mais pour leurs enfants, leur famille et leur communauté, grandissent en cours de route, deviennent protagonistes, acquièrent du pouvoir et finissent par parcourir le chemin du changement individuel et de l'action collective qui se transforme en action politique car elle vise à influencer sur les décisions publiques.

Ces progrès sont accomplis à partir de la douleur, du courage et de l'espoir de beaucoup de femmes anonymes, comme celles de la mangrove équatorienne qui défendent leur souveraineté alimentaire contre l'expansion destructrice des fermes crevettières, celles du MST du Brésil qui défendent la production paysanne déplacée par les plantations industrielles d'eucalyptus, celles d'Idheze, au Nigeria, qui ont fermé les installations pétrolières de la Nigeria Agip Oil Company parce qu'elles en ont eu assez de voir que leur communauté n'était même pas indemnisée de la pollution subie depuis des années, celles de l'historique mouvement Chipko de l'Himalaya indien, qui embrassaient les arbres de leurs forêts pour les défendre contre les exploitants forestiers. Des femmes qui résistent à l'avancée de la monoculture d'arbres, à l'extraction minière, aux barrages, au pétrole ; qui résistent à la destruction parce qu'elles luttent pour la vie.

Ces consciences engendrent d'autres consciences, autant de gradins pour sortir de l'invisibilité ou, tout simplement, de l'oppression. La femme ne veut plus être médiatisée par l'homme. Un collectif de femmes mapuche [1] dénonce « l'invisibilité, la négation et l'exclusion des femmes mapuche que pratique l'État chilien, qui n'a aucun programme où situation ou mode de vie soient pris en compte ». L'organisation réagit et dénonce que cela « se reflète aussi dans une bonne partie du Mouvement Mapuche », et parle de cette « invisibilité » des femmes mapuche, qui subsiste alors qu'elles ont participé « autant que les hommes à faire naître le mouvement, à lutter pour leurs droits en tant que membres de la société et surtout en tant que femmes ».

Les femmes mapuche sont claires et énergiques dans leurs réclamations : « La revendication des droits, de la justice, de l'équité et du respect commence chez soi. On parle de reconstruire la patrie mapuche, mais pourquoi faut-il l'appeler 'patrie', qui veut dire 'pays du père' ? L'origine de notre existence est la Mapu Ñuke, la terre mère, notre 'MATRIE' ». [1]

Tout comme leurs sœurs mapuche, des femmes du monde entier intègrent leurs propres revendications aux luttes collectives et se prononcent avec de plus en plus de force, se rendant maîtresses de leur place au soleil, de leurs vies.

*Raquel Núñez*  
*World Rainforest Movement*

[1] "La matria mapuche", <http://www.mapuche-nation.org/espanol/html/articulos/art-77.htm>.

[index](#)

## COUP D'OEIL SUR LES RAPPORTS ENTRE LE GENRE ET L'ENVIRONNEMENT

### - Faire le lien entre les courants écologistes et le genre

Les femmes jouent souvent un rôle crucial dans les conflits environnementaux liés à l'extraction du pétrole, aux activités minières, à l'exploitation forestière, à l'aquaculture de crevettes et aux plantations d'arbres. Ces femmes courageuses n'hésitent pas à défier les pouvoirs politiques, les tyrans locaux et la violence armée pour protéger les ressources naturelles dont elles et leurs familles dépendent. Elles protègent leur culture, leur façon de vivre, les lieux sacrés et leurs moyens de subsistance. Bien que ce phénomène soit important il reste peu étudié ainsi que l'empowerment qui peut résulter de ces luttes. Cet article propose un panorama des différents courants écologistes qui existent et les relie avec leurs contreparties féministes afin de mettre en lumière les différentes manières politiques d'envisager le rôle des femmes dans les conflits environnementaux.

Les courants écologistes peuvent supporter différentes valeurs allant des plus conservatrices (la conservation des parcs nationaux au détriment du bien-être des populations autochtones ou locales, etc.) aux plus progressistes, dans lesquelles les préoccupations écologistes et l'équité sociale sont intrinsèquement liées, comme c'est le cas dans les mobilisations socio-écologistes liées à l'extraction (mines, forêts, pétrole) ou aux processus de production (aquaculture de crevettes, plantations d'arbres). Afin de comprendre ces différentes positions sur la scène politique, Martínez-Alier's (2002) a proposé de les diviser en trois catégories générales – détaillées ci-dessous. Par ailleurs, nous explorons comment ces courants s'articulent avec le genre.

Premièrement, Martínez-Alier (2002) identifie le "culte de la nature vierge" qui promeut la conservation d'une nature "originelle", libre de toute intervention humaine. Son support académique est la biologie de la conservation – le WWF a une politique souvent proche de cette position, bien qu'actuellement il évolue vers la deuxième distinction de courants que nous faisons ci-dessous. La contrepartie "féministe" de ce courant est l'essentialisme, où les femmes et les hommes sont appréhendés comme psychologiquement différents du fait de leur nature biologique distincte. Leurs rôles traditionnels ne sont donc pas remis en question. L'émancipation des femmes, ou plutôt leur accomplissement, est atteint à travers la valorisation des tâches, caractéristiques et valeurs traditionnelles associées à leur genre. Dans les deux cas, l'objectif est d'allouer l'espace ou/et les corps à des activités différentes, d'une manière dualiste et complémentaire, telle que l'industrie et la conservation – sans questionner la croissance économique – ou les femmes et les hommes – sans questionner les relations de genre. Les intellectuels soutenant une position essentialiste ont appliqué le même type d'approche d'une nature vierge, sans tenir compte des rapports sociaux, aux relations des femmes avec la nature en argumentant que les femmes étaient plus proches de la nature que les hommes du fait de leur biologie. Ceci a donné naissance à une branche précoce de l'écoféminisme (Diamond and Orenstein, 1990; Plant, 1989), qui a été remise en question plus tard par d'autres intellectuels développant un écoféminisme matérialiste (Mellor, 1997).

Deuxièmement, le courant de “l'éco-efficience” cherche à rendre la croissance économique compatible avec la conservation environnementale, par l'évolution technologique et par les politiques économiques ayant pour but d'internaliser les externalités négatives du marché. Aujourd'hui, c'est le courant dominant et son principal support académique est l'économie environnementale. Il se matérialise dans des notions telles que la “modernisation écologique”, les “technologies propres”, la “comptabilité verte”, etc. Ce courant est dominé par l'optimisme technologique et la croissance économique est vue comme un outil au service de la soutenabilité, tel que le promeut la Banque Mondiale. De manière croissante ce courant tend aussi à intégrer dans ses politiques une analyse de genre, mais d'une façon similaire à celle de l'approche des coûts environnementaux: comme une variable à internaliser. Sa contrepartie dans les études de genre se traduit par les changements politiques et institutionnels permettant aux femmes d'accéder par la discrimination positive aux opportunités et métiers traditionnellement masculins. Les questions de genre et d'empowerment sont généralement appréhendées dans le cadre du rattrapage des hommes par les femmes à travers leur insertion dans l'économie de marché (travail salarié, accès à la propriété, scolarisation). C'est souvent le modèle occidental masculin qui détermine les normes à atteindre, et de ce fait, se conforme à l'idéologie dominante du développement qui enjoint aux sociétés non-occidentales de rattraper les sociétés industrielles à travers leur insertion rapide dans l'économie de marché.

Troisièmement, il y a le courant que Martínez-Alier (2002) a appelé “l'écologisme des pauvres” – ou le mouvement pour la “justice écologique” ou “l'écologie de la libération” (Peet and Watts, 1996). Ce courant se manifeste à travers des conflits socio-écologiques contre l'exploitation industrielle des ressources naturelles (pétrole, activités minières et forestières) ou la production industrielle des ressources biotiques (plantations d'arbres, aquaculture de crevettes). Ils dénoncent et questionnent l'accès aux ressources naturelles et aux services environnementaux ainsi que la distribution des impacts de pollution ou d'autres impacts environnementaux qui découlent de la répartition inégale des droits de propriété et des inégalités de pouvoir et de revenus. Les protagonistes de ces conflits sont d'un côté l'Etat et/ou les compagnies privées et, de l'autre, les populations appauvries, rurales ou urbaines, faites de paysans, de populations autochtones ou de travailleurs, qui revendiquent plus de justice sociale. Ce courant reste souvent peu visible parce qu'il conteste le discours dominant de l'économie et du développement économique mais aussi parce que la catégorie “pauvre” est quelque peu vague. Cette catégorie englobe (1) des populations urbaines désavantagées, plus ou moins intégrées dans le système de marché mais n'ayant pas les moyens d'y vivre convenablement; (2) des populations autochtones qui ne sont pas intégrées dans le marché et considérées comme “pauvres” bien que la plus part ne le soient pas, car elles s'adaptent à leur richesse naturelle environnante sans l'épuiser; (3) des populations rurales qui ont été appauvries par le système de marché et qui luttent pour protéger les écosystèmes desquels elles dépendent. Bien sûr, tous les pauvres ne sont pas des écologistes, mais dans de nombreux conflits environnementaux les pauvres soutiennent la conservation des ressources naturelles parce que leur subsistance en dépend et pour protéger leur santé. Leur langage n'est pas unifié; ce n'est généralement pas celui des écologistes occidentaux, ni celui de l'économie standard: les populations locales utilisent le

langage de la défense des droits humains, de la nécessité de subsister, du besoin de sécurité alimentaire, du respect pour le sacré, de la défense pour l'identité culturelle et les droits territoriaux. Cependant, le langage de l'écologisme occidental est de plus en plus utilisé pour des raisons stratégiques (communication, visibilité, protection), mais aussi car cela correspond bien à leurs revendications et car il s'opère une globalisation des préoccupations environnementales. De façon intéressante, les mouvements socio-écologistes qui sont parvenus à obtenir une visibilité internationale sont ceux qui ont combiné une identité culturelle spécifique (incluant les droits territoriaux, la subsistance, le sacré) avec des éléments d'écologisme occidental (conservation des écosystèmes, biodiversité). C'est le cas, par exemple, du mouvement des Seringueiros au Brésil (associé à Chico Mendes), des Chipko en Inde, et du Mouvement pour les Ceintures Vertes (GBM) au Kenya (associé à Wangari Maathai), mais c'est aussi le cas de nombreux autres mouvements plus récents tels que celui de FUNDECOL en Equateur contre l'aquaculture de crevettes.

Guha (2000) résume ainsi les différences entre le "culte de la nature vierge" et l'"écologisme des pauvres": "Pendant que les verts du nord ont été particulièrement attentifs aux droits des animaux et plantes persécutés et mis en danger, les verts du sud ont été généralement plus vigilants aux droits des membres les moins avantagés de leur propre espèce". Le support académique de ce dernier courant serait l'anthropologie écologique, l'agro-écologie, l'écologie politique et parfois l'économie écologique.

La contrepartie féministe de ce courant pourrait être nommée l'"écoféminisme des pauvres" ou l'"écologie féministe de la libération". Dans de nombreux conflits socio-écologistes les femmes jouent un rôle clé – comme c'est le cas dans les mouvements mentionnés ci-dessus. La division genrée du travail, du pouvoir et des droits d'accès aux ressources naturelles impliquent des responsabilités, connaissances et sphères d'action qui amènent les femmes et les hommes à percevoir de manière différente l'exploitation industrielle. En se mobilisant pour préserver les écosystèmes dont elles dépendent, les populations féminines appauvries entreprennent de nouvelles activités, s'approprient de nouvelles sphères d'action et, de ce fait, questionnent les identités et relations de genre dans leurs propres sociétés. En outre, dans certains cas elles tentent d'entrer en lien avec le marché à travers leurs propres réseaux d'organisation. Cet empowerment devient un processus émanant de la base. Les champs académiques qui supportent ces mouvements et analyse la façon dont les relations de genre structurent – et sont structurées par – la gestion de l'environnement, les politiques et changements environnementaux sont l'écologisme féministe (Agarwal, 1992), l'écologie politique féministe (Rocheleau et al., 1996), l'écoféminisme matérialiste ou socialiste (Mellor, 1997; Merchant, 1992), l'économie politique écoféministe (Mellor, 2006) et l'économie écologique féministe (Perkins and Kuiper, 2005; Perkins, 2007; O'Hara, 2009). Pendant que les deux premiers champs développent une approche basée sur des études cas, les deux suivants s'intéressent plus à la philosophie de la théorie économique. Le dernier, pour sa part, tend à intégrer ces deux approches en incorporant des éléments d'économie écologique tels que le temps, les économies locales, l'évaluation et la soutenabilité.

Le rôle des femmes dans les conflits environnementaux est souvent peu connu. Parfois, les femmes sont à l'origine des mobilisations, parfois elles mènent et organisent les luttes, parfois elles interagissent avec les hommes au sein de la mobilisation, parfois elles confrontent les hommes à travers les conflits et parfois certains hommes prennent un rôle de leader dans les luttes pendant que les femmes constituent la colonne vertébrale du mouvement. Ceci a différents types d'impacts en termes d'empowerment. Agarwal (2001) a proposé un tableau permettant d'analyser les différents types de rôles que les femmes assument:

Tableau 1. *Typologie de participation*

Forme/Niveau de participation	Traits caractéristiques
Participation nominale	Adhésion au groupe
Participation passive	Etre informée des décisions à <i>posteriori</i> ; ou participer aux réunions et écouter le processus de prise de décision, sans prendre la parole
Participation consultative	Etre sollicitée pour des affaires spécifiques sans garantie d'influencer les décisions
Participation à des activités spécifiques	Etre sollicitée (ou s'offrir volontairement) pour prendre en charge des tâches spécifiques
Participation active	Exprimer son opinion, qu'elle soit sollicitée ou non, ou prendre des initiatives diverses
Participation interactive (empowerment)	Avoir droit à la parole et influencer les décisions du groupe

Les rôles des femmes dans les conflits socio-écologiques ont le potentiel de remettre en question la répartition des coûts et bénéfices liés à l'exploitation industrielle des ressources naturelles ainsi que de défier la domination masculine au niveau local. Lorsque les femmes prennent une part active dans les luttes – soit en les menant, les organisant ou en participant activement dans les prises de décision – elles redéfinissent leur position sociale dans leur propre culture et en même temps défient l'économie globale.

Par Sandra Veuthey, e-mail: [sandra\\_veuthey@hotmail.com](mailto:sandra_veuthey@hotmail.com)

### References

- Agarwal, B., 1992. "The gender and environment debate: lessons from India". *Feminist Studies* **18**: 119–158.
- Agarwal, B. 2001. "Participation Exclusion, Community Forestry, and Gender: An Analysis for South Asia and a Conceptual Framework". *World Development* **29**(10): 1623-1648.
- Diamond, I., Orenstein, G.F. (Eds.), 1990. *Reweaving the World*. Sierra Club Books, San Francisco.
- Guha, R., 2000. *Environmentalism: A Global History*. Longman, New York.
- Martinez-Alier, J., 2002. *The Environmentalism of the Poor: A Study of Ecological Conflicts and Valuation*. Edward Elgar, Cheltenham.
- Mellor, M., 1997. *Feminism and Ecology*. University Press, New York.
- Mellor, M., 2006. "Ecofeminist political economy". *International Journal of Green*

*Economy* 1: 139–150.

O'Hara, S., 2009. Feminist ecological economics: theory and practice. In: Salleh, A. (Ed.), *Eco-Sufficiency and Global Justice*. Pluto Press, New York, pp. 152–175.

Peet, R., Watts, M., 1996. *Liberation Ecologies*. Routledge, London.

Perkins, E., Kuiper, E., 2005. "Exploration: feminist ecological economics". *Feminist Economics* 11: 107–150.

Perkins, E., 2007. "Feminist ecological economics and sustainability". *Journal of Bioeconomy* 9: 227–244.

Plant, J., 1989. *Healing the Wounds: The Promise of Ecofeminism*. Green Print, London.

Rocheleau, D., Thomas-Slayter, B., Wangari, E., 1996. *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*. Routledge, New York.

[index](#)

---

## FEMMES AFFECTÉES ET ÉMANCIPÉES

### – La souveraineté alimentaire aux mains des femmes de l'écosystème de la mangrove

Cette histoire est concoctée avec les pensées, les expériences, les rêves, les mots et les mains de femmes ramasseuses de coquillages de la province d'Esmeraldas, située dans le Nord de l'Équateur.

Là-bas, les conditions de vie sont difficiles. L'accès aux communautés est généralement dur ; il y a quelques écoles par endroits, mais très souvent les professeurs, hommes ou femmes, se découragent et s'en vont. Pour que les garçons et les filles étudient, les pères et les mères doivent faire de gros efforts, et les envoyer ailleurs. L'eau n'est pas potable et les aliments se font de plus en plus rares.

Avec l'arrivée des bassins à crevettes les mangroves ont disparu. On n'a même pas respecté les morts, vu qu'on a envahi même les cimetières. Les gens s'en vont pour essayer d'améliorer leur vie, mais reviennent toujours car la seule chose qu'ils ont appris, c'est à ramasser, à pêcher et à semer des aliments.

Nous avons commencé cette réflexion en nageant dans le bonheur. Il y a longtemps que nous luttons pour la défense de l'écosystème de mangrove, que nous discutons sur la façon dont nous perdons nos aliments, notre travail, nos terres. Même la dignité, on voudrait nous l'enlever ! Nous sommes coincées entre la destruction de la forêt primaire et les bassins à crevettes, à quoi s'ajoutent maintenant les plantations d'eucalyptus et de palmiers africains, qui avancent et menacent de nous faire disparaître.

Nous nous asseyons pour discuter, environ quatre-vingt dix femmes qui partagent la journée de ramassage de coquillages entre les racines des palétuviers de la mangrove. Ensemble, nous avons ouvert une autre porte pour avancer sur ce chemin. Rosa, Jacinta, Delfida, Uberlisa, Fátima, Gladys, Digna, Reverside, Anita, Nelly, Albita, Lucety, Ismelda, Nancy, Danny, Daila, Mercedes, María, Andrea,

Estefania, Santa, Lourdes, Marianeli, Flora, Herlinda, Tasiana, Rita, Ramona, Marieta, Carmen, Pastora, Ninfa sont des femmes avec lesquelles nous luttons depuis presque vingt ans pour la défense de la mangrove, depuis les années 80, quand les bassins d'élevage et de culture de la crevette commencèrent à envahir cet écosystème. Cela fait des années que nous nous battons, « mais nous ne sommes pas fatiguées ».

Avec la chaleur d'un plat traditionnel, sous la protection de l'intelligence et de la gaîté espiègle des femmes d'Esmeralda ramasseuses de coquillages, nous avons rédigé cette histoire pour la partager avec d'autres femmes, avec d'autres luttes, avec d'autres espérances... et à cette fête ont mis aussi leur grain de sel Don Garci, Goyo, Cocoa, Edgar, Pirre, La Mona, Fifo, Maximo et Alfredo.

### **« Comme un cauchemar dont nous devons nous réveiller »**

« Un jour nous nous sommes réveillés, et c'était comme un mauvais rêve, comme un cauchemar. Les uns avec des machines, les autres avec des machettes, tous en train de détruire les forêts de palétuviers ; puis venait le feu qui achevait de tout liquider. On posait de grandes pancartes : 'Propriété privée – Passage interdit', et l'on voyait surgir aussi des têtes de mort peintes sur les pancartes. » Puis des gardes armés et accompagnés de chiens empêchaient le passage des ramasseuses de coquillages vers les quelques lambeaux de mangrove qui avaient survécu. Les gardes insultaient les femmes, les poursuivaient avec les chiens et les menaçaient de mort.

Ainsi commença l'histoire de la destruction dans le canton de Muisne, au sud de la province d'Esmeraldas. C'était à la fin des années 80. À cette époque-là, partie de la province d'El Oro, l'aquaculture industrielle de la crevette avait commencé à détruire la mangrove et les exploitations paysannes.

Au début la population crut les offres des entrepreneurs. « Ils venaient, comme en période de campagne politique, et ils promettaient même le paradis. Les premières années semblaient apporter la prospérité. Toutes et tous, nous sortions recueillir les larves de crevettes et pêcher les femelles porteuses d'oeufs pour les livrer à l'industrie. Mais très vite cela prit fin, et nous voilà, les bras croisés et n'ayant plus rien ». Jamais les habitants des villages ne s'imaginèrent qu'en peu d'années leur vie se verrait si durement affectée.

« Grâce au ramassage des coquillages, ma mère a mis au monde et élevé dix filles. Nous avons toutes étudié jusqu'au collège, et il n'a jamais rien manqué à la maison. Ce n'était pas le luxe, mais à l'heure de manger il y avait de tout : plusieurs sortes de crabes, du gibier, des poules de basse-cour, et des coquillages, des clovisses, des moules, du poisson. Les bananes étaient alors plus abondantes. En ces temps-là, il y avait de tout parce que les gens avaient tous leur jardin. On cultivait même dans les cours des maisons, et de petits carrés abritaient toutes sortes d'herbes : thym, romarin, origan, piment, ciboulette, menthe. On mangeait le fruit de l'arbre à pain, le palmito, les dattes... il y avait de tout en abondance. Maintenant chacune de ces familles vit très chichement, les élevages de crevettes occupent les mangroves et occupent nos terres ancestrales. Bien des propriétés ont disparu. »

Les ramasseuses de coquillages du canton de Muisne racontent que la paroisse Bolívar, dans le Sud du canton, était avant plus étendue, qu'elle avait des manguiers, des avocatiers, des orangers, des goyaviers, des agrumes de toute sorte, des cocotiers. Dans la cour de chaque maison on trouvait des jardins avec du maïs, des haricots verts ou à grains, du manioc, des patates douces de divers types, du sagou, des tomates, des piments doux ou forts. Les femmes racontent que par une simple descente dans la cour, elles avaient à portée de la main un assaisonnement complet : oignon blanc, ail, échalote, ainsi que des plantes aromatiques. Les femmes de Bunche et de Daule décrivent le même paysage.

Nous savons comment se détériore progressivement la vie de nos camarades pêcheurs, des ramasseurs de crabes, des charbonniers, parce que nous ne faisons qu'un avec eux et les mangroves. Les contes, les légendes, les bals, les chants ont aussi presque disparu.

Il y avait autrefois de grands bals, dans de grandes salles. Au son de la guitare, le peuple fêtait ses fêtes. Dans cette région la guitare était très en vogue. Le peuple noir arriva dans le canton de Muisne avec ses tambours, avec ses berceuses et ses chants religieux dans les années 40, et ils firent fusion avec les coutumes et la culture du peuple manabite (habitants de la province de Manabí). Tous et toutes sont allés à la mangrove où ils ont fait leur vie.

« Mais ce que je dis toujours, c'est que le plus important, c'est notre lutte politique. Elle ne doit jamais faiblir, elle doit au contraire s'intensifier. Le plus important, c'est que nous récupérons notre entreprise naturelle, notre écosystème de mangrove. Personne ne nous y réclame nos papiers, personne ne nous impose une limite d'âge, nous sommes reçus avec humilité. Tout le reste est complémentaire. Nous ne permettrons pas que l'industrie de la crevette soit légalisée, parce que si le gouvernement lui livre les terres, là oui : ils deviendront certainement arrogants et chercheront à nous humilier. »

C'est ainsi que s'exprime Andrea, 24 ans, mère de trois garçons, et avec toute la force de la femme ramasseuse de coquillages de la province d'Esmeraldas.

Les ramasseuses du canton de Muisne disent que, bien que leur douleur à voir la destruction de la mangrove ait été profonde, et quoiqu'elles se soient senties impuissantes, car la rapidité de la destruction les dépassait, leur pensée leur lançait le défi de trouver un chemin de sortie. Par chance, elles étaient groupées ; il existait des organisations communautaires, car le canton de Muisne avait alors su tirer des leçons de l'histoire de l'Organisation Paysanne de Muisne-Esmeraldas (OCAME), une forte organisation inspirée de l'église des pauvres.

Le propos est aujourd'hui de récupérer l'écosystème de mangrove, et avec lui de récupérer tout ce qui s'est perdu, y compris même la culture. Quand on replante la mangrove, les coquillages réapparaissent, ainsi que les autres animaux associés à ce milieu. Réapparaît aussi le travail en communauté car, seule, une femme ne peut rien, et que nos communautés se sont toujours caractérisées par la solidarité, la réciprocité. Les familles survivent parce que tout le monde y contribue : les grands-pères et les grand-mères, les fils et les filles, les petits-fils et les petites-filles, les oncles et les tantes, papa et maman et « quiconque est de passage », tous et toutes

contribuent, non seulement avec leur argent, mais aussi avec leur travail, leur compagnie, quelque bon conseil. Et c'est cela que nous devons maintenir.

Ce qui est encore faible c'est le travail de production des propriétés ou des jardins, bien qu'il ait commencé. Mais il nous faut faire un gros effort, parce que c'est comme un corps incomplet, auquel il manquerait les mains, ou peut-être le coeur. Des marchés ont lieu, pour vendre les produits de la mangrove et des jardins. Nous les appelons Marchés de la souveraineté alimentaire. Ce dont il s'agit, c'est de commercialiser ce que nous produisons, qui est propre à notre terre et ne contient pas de produits chimiques. Nous vendons aussi des produits de la mangrove, mais avec une règle : la taille des coquillages à la vente doit être de 4,5 cm ; ceux de taille inférieure doivent être remis à l'eau pour y poursuivre leur croissance. Nous cherchons à faire la même chose avec le crabe : ne vendre que le crabe de bonne taille, protéger la femelle porteuse d'oeufs, et les femelles en général qui sont les éléments reproducteurs.

« C'est que nous considérons la mangrove comme notre mère, ainsi que nous l'avons toutes appris. Là est la vie, la mangrove est une maternité, c'est une industrie naturelle que Dieu nous a donnée en héritage, pour que nous ne soyons pas pauvres. »

De longues journées de réflexion, d'heureuses rencontres entre communautés, le reboisement des zones de palétuviers, c'est la construction progressive d'un processus politique de résistance, de revendication du territoire, bref, c'est une revendication du pouvoir.

*Collectif de femmes de la Réserve écologique Cayapas-Mataje, au nord de la province d'Esmeraldas, et Refuge de vie sauvage de l'estuaire de Manglares Muisne Cojimies, au sud de la même province. Envoyé par Marianeli Torres, CCONDEM, Équateur, courrier électronique : [marianeli@ccondem.org.ec](mailto:marianeli@ccondem.org.ec)*

[index](#)

---

## **– Nigeria : les femmes victimes de la malédiction du pétrole**

La richesse en pétrole du delta du Niger est devenue une malédiction.

Les communautés se heurtent constamment aux conséquences des déversements de pétrole, du brûlage de gaz et d'autres menaces qui découlent des activités d'exploitation non contrôlées des entreprises pétrolières internationales. Bien des femmes de ces communautés de subsistance doivent se charger de la lourde tâche que représente le fait de protéger leurs familles de la forte pollution. L'incidence du cancer, de l'infertilité, de la leucémie, de la bronchite, de l'asthme, des enfants morts-nés ou difformes et d'autres maux associés à la pollution est exceptionnellement forte dans cette région. D'Ikarama à Akaraolu et à Imiringi, des femmes meurent ou sont blessées.

Une paysanne, Marthy Berebo, nous a raconté : « Si je me déshabillais devant vous vous verriez ce que cette pollution m'a coûté. Tout mon corps est torturé de

meurtrissures.

Ikarama, un village de 10 000 habitants qui pratiquent surtout la pêche et l'agriculture, figure parmi les plus pollués du delta du Niger. Dans ce village situé le long de Taylor Creek sont établies la Nigeria Agip Oil Company (NAOC) et la Shell Petroleum Development Company (SPD). Tous les oléoducs de Shell qui relient les États du Delta, de Bayelsa et de Rivers traversent Ikarama, où se trouve aussi l'Okordia Manifold de Shell. On suppose que les villages où s'installent des entreprises internationales comme Shell deviennent florissants, mais c'est le contraire qui arrive à Ikarama, qui se retrouve plongée dans une profonde et sombre pauvreté. L'entreprise avait promis de paver les rues mais elles ne le sont toujours pas, tandis que la vie des gens devient de plus en plus mauvaise à mesure que les déversements de pétrole détruisent leurs moyens d'existence.

Alili Ziah est veuve et elle a sept enfants. Autrefois elle pouvait subvenir à leurs besoins grâce à la pêche, mais depuis que l'eau est polluée sa famille dépend de la charité des autres. « Je mets des pièges mais quand je vais les examiner je les retrouve toujours couverts de pétrole », a-t-elle remarqué.

Tout comme à Ikarama, à Imiringi il y a plusieurs endroits où Shell brûle du gaz depuis 1972. Ces feux immenses et toxiques ont d'énormes répercussions sur la santé. Ceux qui habitent à proximité se plaignent d'éruptions cutanées, d'irritation des yeux et d'autres complications. La contamination est très probable car les femmes font sécher leur aliment de base, le kpokpo garri, près de ces sites. Leur santé reproductive aussi en a été affectée, comme le montre le nombre croissant des cas d'infertilité et de malformations congénitales.

Le Nigeria vit du pétrole depuis la fin des années 1950 : en 1956, le premier puits de pétrole de Shell a commencé à fonctionner à Oloibiri, dans l'État de Bayelsa. Quatre-vingts pour cent de la richesse du pays proviennent de kilomètres de tuyaux et de 400 kilomètres d'oléoducs. Les chantiers de forage sont au nombre de 349. Au plus fort de son activité, Shell a produit un million de barils de brut par jour. Apparemment sa production pourrait augmenter à nouveau.

Pourtant, les entreprises pétrolières n'ont pas grand-chose à montrer en matière de contribution au développement communautaire. En fait, elles n'ont fait qu'augmenter la pauvreté et les maladies de la population en polluant la terre, l'eau et l'air sans aucun contrôle. Rien que dans le delta du Niger, il y a plus de cent torchères. Au vu des sommes énormes qui sont en jeu dans cette industrie, il n'est pas surprenant que les conflits coûtent la vie à plus de mille personnes chaque année.

De toutes les compagnies pétrolières en activité dans le delta du Niger, Shell est la mieux connue pour avoir sanctionné des violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité à sa solde. Shell arme, équipe et paie des employés gouvernementaux qui sont toujours prêts à étouffer le moindre geste de révolte et à faire preuve d'une violence que rien ne justifie. Les mères veuves en sont toujours les principales victimes. Ce sont elles, piliers de leurs familles, qui subissent la plupart des chagrins et des privations.

Beaucoup de femmes ont encore des cicatrices et leurs corps sont déformés par

suite des attaques contre les villages. Les effectifs payés par Shell y sont entrés avec des chars d'assaut et des armes à feu, ils ont tiré sur des centaines de personnes dont des femmes et des enfants, ils ont rasé des hameaux entiers et mutilé des milliers de personnes. C'est à cette époque que Ken Saro-Wiwa a fait prendre conscience à la nation et à la communauté internationale de l'injustice environnementale qui régnait en Ogoniland.

Le bras gauche de Promise Yibari Maapie est desséché depuis qu'elle y a reçu un coup de feu. Sa fille Joy a été blessée aux jambes. « Les soldats m'ont apporté la douleur, le chagrin et la faim », a-t-elle dit à un journaliste. Après l'infâme génocide des Ogoni il y a eu plusieurs autres occasions, comme le massacre d'Odi en 1999, où des villages entiers ont été détruits. La mesure a été prise par les troupes du gouvernement en représailles de la mort de quelques militaires aux mains des militants. En 2009, il y a eu de massacres et des bombardements dans plusieurs villages du Royaume de Gbaramatu, dans le delta du Niger. Beaucoup de femmes ont été tuées, blessées ou déplacées dans le processus. Certaines ont dû accoucher dans la forêt pendant qu'elles fuyaient l'attaque des militaires. Comme d'habitude, il y aurait eu des viols commis par les soldats.

Les femmes sont les principales victimes de la tragédie du delta du Niger. En plus de devoir faire face aux torchères de gaz et aux déversements de pétroles, elles vivent en permanence sur le fil du rasoir. Quand les oléoducs rouillés éclatent, les champs, les forêts, les ruisseaux et les fleuves sont ravagés. De nombreuses personnes ont été tuées en octobre 1998, lorsque l'explosion d'un oléoduc a brûlé près de 2 000 habitants dans la ville de Jesse de la municipalité d'Ethiophe Ouest, dans l'État du Delta. Ce qui est encore pire est que les interventions du gouvernement sont nulles et, quand elles existent, elles sont tardives ou mal organisées. En outre, la construction de forages gigantesques pollue et altère les rivières, de sorte que la population des villages se voit privée d'eau. Ces impacts sont surtout ressentis par les femmes qui, en plus des tâches agricoles, se chargent de fournir à leurs familles l'eau et les aliments.

Malgré la tragédie qu'elles subissent dans leur chair, les femmes n'ont pas souvent le droit de donner leur avis. Dans la plupart des villages, il faut que les organisations de la société civile interviennent spécialement pour qu'elles puissent participer aux assemblées organisées par la municipalité où l'on discute de problèmes qui touchent la communauté. Les hommes disent toujours que les affaires en question sont trop sérieuses pour les femmes. Dans bien des cas, elles ne peuvent pas réclamer la propriété de la terre. Les champs appartiennent en général à leurs maris ou à leurs pères. Le divorce ou la mort du mari peuvent signifier la fin de leur résidence dans ces terres. Ainsi, les désastres écologiques constituent pour les femmes une double tragédie.

Néanmoins, les femmes de certaines communautés sont en train de s'organiser, pour essayer de défaire les nœuds malveillants des coutumes rétrogrades et de prendre en main leur propre destinée.

*Extrait et adapté de : "When Blessing Becomes a Curse in the Niger Delta", Betty Abah, pour Women in Action, le journal de l'organisation internationale ISIS des Philippines ; publié en février 2010 (numéro intitulé : Women in a Weary World: Climate*

*Change and Women in the Global South). L'article illustré peut être lu en ligne sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/152/Nigeria.html>.*

*Mme Abah est la responsable des questions de genre d'Environmental Rights Action / Les Amis de la Terre Nigeria, adresse électronique : [bettyabah@yahoo.co.uk](mailto:bettyabah@yahoo.co.uk). Version intégrale du document : [http://www.isiswomen.org/index.php?option=com\\_content&view=frontpage&Itemid=28](http://www.isiswomen.org/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=28).*

[index](#)

---

## **– Papouasie-Nouvelle-Guinée : l'émancipation des femmes de la Women in Oil Palm Association**

Fin 2008, le WRM et les Amis de la Terre Papouasie-Nouvelle-Guinée / CELCOR ont organisé ensemble un atelier pour les femmes locales. L'atelier portait sur la promotion des plantations de palmiers à huile destinées surtout à produire de l'huile de palme (utilisée dans la fabrication de cosmétiques, savons, huiles végétales et aliments) et des agrocarburants pour le marché européen.

Dans ce pays peuplé de cinq millions de personnes dont la plupart vivent à la campagne et dépendent de l'agriculture de subsistance, la production de palmiers à huile axée sur l'exportation se développe aux dépens des moyens de vie traditionnels.

L'atelier a réuni des femmes de différentes provinces et leur a permis d'exprimer leurs inquiétudes au sujet de l'expansion de ces plantations : la possibilité du manque de terres et la pollution des fleuves et des rivières, des sols et de l'air par suite de l'utilisation de produits chimiques toxiques.

Mais les participantes sont allées plus loin et elles ont mis en lumière les effets que ces plantations risquent d'avoir pour les femmes en particulier. Elles ont parlé du renforcement du pouvoir des hommes sur les femmes dû au fait que ce sont eux qui gèrent les revenus de la production de palmiers à huile ; de la diminution des terres disponibles pour les jardins par suite de la transformation des fermes traditionnelles en plantations de palmiers ; du bouleversement social qui découle de l'augmentation de l'alcoolisme et de la violence dans la famille.

La rencontre a permis de catalyser le besoin des femmes de s'organiser. Un des résultats de l'atelier a été la formulation d'un plan pour créer une association de femmes dans le cadre de la campagne sur les problèmes du palmier à huile. Ainsi, en novembre 2009 la Women in Oil Palm Association (WOPA) a été établie et, en cette année 2010, elle sera inscrite à la Direction de la promotion de l'investissement.

Les objectifs de l'association sont les suivants :

- « Exposer les effets de l'industrie du palmier à huile sur les femmes et les enfants de la PNG, grâce à des activités de sensibilisation et de mobilisation ;
- faire campagne pour changer les politiques gouvernementales, la gestion de l'environnement pratiquée par les entreprises de palmier à huile, la vie sociale et

économique et le bien-être des femmes et des enfants ;

- faire campagne et exercer des pressions pour les droits des femmes et des enfants et contre la violation de ces droits par l'industrie ;
- unir les femmes concernées pour former une base solide et organiser un réseau de femmes pour faire campagne sur des questions concernant les femmes et les enfants ;
- protéger et promouvoir les droits des femmes et des enfants ;
- jouer le rôle d'organe, de porte-parole ou de catalyseur pour les femmes affectées par les plantations de palmiers à huile ;
- faire campagne et exercer des pressions pour que l'environnement et les moyens d'existence de la population soient défendus, préservés et gérés de façon durable. »

La création de la WOPA est importante pour faire connaître les problèmes que l'industrie du palmier à huile comporte pour les femmes de la PNG, car ces problèmes sont rarement mentionnés et souvent laissés de côté dans les politiques des entreprises et les lois du pays. L'initiative de la WOPA est un soulagement pour les femmes qui luttent en silence contre les atteintes à leurs moyens d'existence qui découlent de ces plantations.

Les femmes organisées dans la WOPA vont se heurter à de nombreux problèmes. Néanmoins, il s'agit d'un grand pas vers l'émancipation des femmes qui revendiquent leurs droits et qui réclament « que l'environnement et les moyens d'existence de la population soient défendus, préservés et gérés de façon durable ».

*Adapté de l'article "WOMEN IN OIL PALM ASSOCIATION (WOPA)" envoyé par George Laume, des Amis de la Terre Papouasie-Nouvelle-Guinée / Celcor, adresse électronique : [glaume@celcor.org.pg](mailto:glaume@celcor.org.pg). Pour lire l'article complet : <http://www.wrm.org.uy/countries/PapuaNG/WOPA.pdf>.*

[index](#)

---

### **– Brésil : les femmes affectées par les barrages et les changements dans leur mode de vie**

La construction de barrages hydroélectriques est marquée au Brésil par l'irrespect envers l'environnement et envers la société, et en particulier envers les communautés touchées, qui voient comment leurs modes de vie sont radicalement modifiés, voire annulés au nom du « développement de la société capitaliste ». On a déjà construit au Brésil plus de 2 000 barrages qui ont entraîné l'expulsion de leurs terres de plus d'un million de personnes. Des projets du gouvernement fédéral prévoient la construction de 1 443 nouveaux barrages au cours des 20 prochaines années. Il s'agit d'ouvrages qu'accompagnent de fausses promesses de créations d'emplois et de développement, de respect de la nature, d'énergie moins chère pour le peuple, et de garantie du droit à l'indemnisation des familles lésées. Cependant, ce que nous avons vécu jusqu'à présent, c'est le contrôle des barrages aux mains de sociétés multinationales, peu d'emplois créés, l'énergie plus chère pour les travailleurs, et le non-paiement des indemnisations.

On peut dire qu'il y a une dictature installée contre le peuple qui vit au bord des fleuves. Et elle n'est pas seulement génératrice d'impacts concrets et matériels, comme l'inondation des forêts, des villes, des écoles, des maisons, mais aussi d'impacts non matériels et affectifs, parce que la perte du lien spatial s'accompagne aussi de celle, entre autres, des liens familiaux, de l'expérience de vie avec la communauté et de la référence environnementale – toutes pertes qui attaquent directement le psychisme, en causant de gros dégâts dans la santé et le bien-être des populations affectées.

### ***Changements d'habitudes et inférences économiques***

Nous ne pouvons pas attribuer aux seuls projets hydroélectriques toute la responsabilité de l'inégalité qui existe dans les relations hommes – femmes, mais nous savons cependant qu'ils modifient les conditions préexistantes et tendent à les aggraver. Le côté patriarcal de la société capitaliste se voit renforcé par la façon d'agir des entreprises dans des initiatives locales (là où le barrage est ou sera construit) et structurelles prises suivant le modèle capitaliste.

L'annonce de la construction des centrales provoque des réactions différentes dans la conduite des femmes et des hommes. Dans la majorité des cas, on constate chez les femmes une forte résistance à quitter le territoire. Elles ne parviennent pas à assimiler la possibilité de changements dans leur espace. Pour leur part, quelques hommes sont plus faciles à convaincre car ils voient la possibilité d'obtenir une compensation financière en quittant leur région. Un des facteurs qui justifie cela est que, historiquement, les hommes sont associés aux activités qui produisent ou mobilisent des ressources financières (de l'argent), alors que les femmes, non.

Comme elles habitent en zones rurales, la majorité des femmes affectées par les barrages maintiennent une étroite relation avec la terre. Elles utilisent les ressources de la nature principalement pour l'alimentation, mais en tirent aussi d'autres produits destinés à la consommation familiale, comme des infusions, du bois pour cuisiner et comme source de chaleur, etc. En cela, les femmes sont les principales victimes de la dégradation de leur environnement, ce qui se traduit par des pertes impossibles à chiffrer pour les communautés qui dépendent de la nature pour leur subsistance.

Cela est bien prouvé par le fait que 70 % des familles touchées par les barrages au Brésil n'ont pas reçu d'indemnisation, et que, dans les rares cas où leurs droits sont reconnus, la nouvelle superficie de terre qu'on leur attribue est bien inférieure à l'antérieure. De cette façon, les femmes perdent leur espace de production agricole et d'autonomie. Elles perdent leur jardin, lieu de production variée d'aliments (arbres fruitiers, herbes médicinales et animaux domestiques), leur aire d'expérimentation et de conservation de semences, un complément de leurs entrées et un enrichissement de l'alimentation des familles – domaines où les femmes déterminaient ce qu'elles allaient planter, comment elles le feraient, quelles graines elles allaient cultiver, etc.

Un tel changement implique non seulement la perte d'un espace de pouvoir et de décision de la femme, mais aussi l'augmentation de sa dépendance économique en ce qui concerne par exemple le marché ou la pharmacie. Dans les communautés

qui, avant le barrage, maintenaient leur relation avec la nature comme un facteur fondamental pour la continuité de leur mode de vie, dans le nouveau contexte, les femmes sont les plus lésées et elles ont tendance à ressentir de tels impacts négatifs avec une plus forte intensité.

L'hémorragie humaine qui vide peu à peu les communautés restées sur place, épargnées par l'inondation due au lac, a pour conséquence la perte des liens familiaux, des relations avec l'environnement et la désertification des espaces de rencontre communautaire, comme l'église. Au fur et à mesure que les communautés se vident, le service de transport public devient plus rare, on ferme les écoles rurales et les structures locales de santé. Il est alors possible d'imaginer l'impact sur la vie des femmes, vu que c'est à elles qu'échoit le rôle de l'attention familiale, des soins aux enfants, aux personnes âgées, à celles qui ont besoin d'une assistance spéciale, etc. Avec la raréfaction – parfois la disparition totale – des services publics de transport, la mobilité des femmes, et potentiellement leur accès à l'emploi, aux études et aux loisirs, devient plus difficile.

Ces populations n'ont pas été expropriées qu'au plan juridique. Ces personnes qui vivent des fleuves sur les rives desquels elles résident ont perdu leurs conditions matérielles de travail et ont été déracinées, transplantées géographiquement et culturellement, expropriées d'un savoir et d'une entente harmonieuse avec le milieu physique, leur environnement, avec ses valeurs « abstraites » mais d'une grande importance sentimentale et surtout référentielle, qui ne seront jamais reconstruites et ne peuvent être mesurées en termes d'argent.

### ***Relations affectives et santé de la femme***

L'appauvrissement et le traumatisme dus à la rupture sociale ont un effet plus grave sur les femmes, particulièrement quant à leurs relations affectives et à leur santé. Dans certains cas, l'appauvrissement, produit par le déplacement forcé des personnes et l'arrivée violente de ces ouvrages énormes, augmente le manque de compréhension, la déstructuration de la famille, l'abandon du foyer et la migration masculine vers les zones urbaines, élevant le nombre de foyers dirigés par des femmes qui doivent dès lors faire face seules à l'éducation des enfants. L'augmentation de la violence domestique, conséquence de l'alcoolisme, est un autre effet aggravé par la déstructuration des familles et l'appauvrissement.

En ce qui concerne la santé, il est fréquent que l'administration de la maison et le bien-être de la famille soient de la responsabilité de la femme. C'est elle qui contrôle ce qu'il y a et ce qui manque, et qui se rend compte de la nécessité d'économiser les ressources disponibles pour en assurer l'existence pour plus longtemps. Cela se reflète dans la situation nutritionnelle, malgré le fait que les modèles culturels, dans les diverses régions du pays, reproduisent l'inégalité entre les sexes quant il s'agit de la distribution des aliments au sein des familles. , il ressort fréquemment une inégalité dans la distribution des aliments dans la famille, particulièrement dans les situations de pénurie, comme il s'en produit après l'arrivée des barrages. « On attribue aux femmes et aux fillettes des portions plus faibles, et elles n'ont pas droit à certains aliments considérés comme 'plus forts', comme la viande par exemple, vu que leur travail est considéré comme 'léger' et n'exigerait donc pas un aussi grand apport énergétique. »

En rapport aussi avec la santé des femmes, l'arrivée de travailleurs d'autres régions ou d'autres états pour la construction des barrages, ainsi que l'importante urbanisation de la région qui en découle, sont d'autres facteurs qui peuvent augmenter le niveau de maladies sexuellement transmissibles, en particulier le sida. En outre, s'élève aussi le nombre de cas d'adolescentes enceintes, qui sont aussitôt abandonnées car, une fois le chantier terminé, les jeunes ouvriers vont chercher du travail ailleurs. Comme si de telles relations « occasionnelles » ne suffisaient pas, une des stratégies utilisées par les entreprises consiste à embaucher des jeunes qui seront chargés de séduire les filles, et d'en approcher les familles afin de les convaincre de quitter pacifiquement la communauté et de ne pas participer aux activités proposées par le mouvement organisé des victimes des barrages. On constate aussi l'installation d'entreprises de prostitution, groupées en des endroits populairement appelés « zones », à proximité des installations du chantier ou des logements des travailleurs. Cette stratégie des entreprises a pour but de « divertir » les ouvriers, qui sont loin de leurs familles depuis assez longtemps. Dans certains cas apparaît une 'mercantilisation' des femmes, avec la vente d'adolescentes pour la prostitution, ce qui peut parvenir à influencer sur le trafic international de femmes et à le faciliter.

Les faits précédemment mentionnés sont simplement quelques-unes des pertes dont sont victimes les femmes, comme corollaire de la construction des barrages. Les conséquences en sont innombrables, et notre objectif est de mettre ces problèmes en discussion, en mettant l'accent sur ceux qui touchent directement les femmes et qui ont été passés sous silence au cours des années, masquant presque totalement la question de l'égalité entre les sexes. Il est possible que bien d'autres points doivent être débattus, analysés et approfondis pour que les femmes soient reconnues comme des sujets politiques dans le processus de transformation sociale.

*Mouvement des personnes affectées par les barrages – Brésil. Envoyé par le Secteur de Communication – MAB, courrier électronique : [imprensa@mabnacional.org.br](mailto:imprensa@mabnacional.org.br), [www.mabnacional.org.br](http://www.mabnacional.org.br).*

[index](#)

---

### **– Thaïlande : les femmes commencent à s'organiser contre l'héritage empoisonné des mines d'or**

Les rizières d'un vert luxuriant, les champs de légumes, les montagnes boisées et les villages paisibles de la région de Wangsaphung (province de Loei, Nord-est de la Thaïlande) pourraient être une oasis de tranquillité rurale, avec de l'air pur à respirer, des fruits et des légumes frais à manger et de l'eau de source à boire. Des hautes terres montagneuses aux vallées du Mékong et de ses affluents, les terres fertiles produisent chaque saison des noix de macadamia, des bananes, des litchis, des longanes, des mangues, des fruits de la passion, des tamarins, du café, du soja, du maïs, du riz, du sésame et du caoutchouc. Autrefois, on cherchait de l'or de

façon artisanale dans les lits des fleuves, car la zone est riche en minerais de cuivre, d'or et de fer. Or, la terre et l'eau dont plusieurs générations d'Isaans ont dépendu sont aujourd'hui polluées par le cyanure, l'arsenic et d'autres métaux lourds. On a pu établir qu'ils proviennent d'une mine d'or récemment installée, gérée par une entreprise thaïlandaise d'origine australienne, Tongah Harbour S.A.

En 1996, Tungkam S.A. (TKL), une filiale de Tongah Harbour aux capitaux australiens et allemands, a présenté au Ministère des ressources minérales de la Thaïlande une demande de permis pour extraire de l'or à Wangsaphung. En 2003, le Ministère de l'industrie lui a donné l'autorisation finale pour l'exploitation d'une concession d'environ deux kilomètres carrés pendant vingt-cinq ans. En septembre 2006, la première mine d'or à ciel ouvert de TKL a commencé à fonctionner au sommet d'une montagne que le gouvernement du pays avait classé autrefois comme zone de conservation. À ce jour, deux mines seulement ont été ouvertes, ainsi qu'une usine de cyanuration et de traitement de l'or par le carbone. Début 2009, une centaine de demandes de la TKL attendaient d'être approuvées par le gouvernement thaïlandais.

Les habitants de la zone n'ont eu connaissance des permis d'extraction qu'après que les machines de TKL étaient déjà arrivées. TKL a déclaré qu'elle avait fait les mesures nécessaires pour consulter la population ; pourtant, il n'existe aucun document qui dise où ces consultations ont eu lieu, qui y a participé ou sur quoi elles ont porté. Les résidents affirment que ces réunions n'ont pas été annoncées et que l'entreprise a choisi elle-même les quelques personnes qui s'y sont rendues.

D'après les activistes locaux, le public n'a pas accès aux accords passés entre l'entreprise et le gouvernement ni au certificat de concession minière qui préciserait le type et la durée des activités minières qui auront lieu dans la zone qui entoure les fermes. En outre, ce n'est qu'en 2008 qu'on a publié quelques informations concernant les évaluations d'impact environnemental que la loi exige. Ces études ont été faites discrètement par deux sociétés australiennes, une compagnie thaïlandaise et l'université de Khon Kaen, sans contribution ni participation aucune des villageois.

Tungkam a beau déclarer qu'elle tient à la « gestion responsable de l'environnement », les habitants de la région affirment que l'extraction minière a eu des effets dévastateurs, en particulier sur les sources d'eau potable. La mine a perturbé le cours d'un ruisseau qui faisait parvenir à Wangsaphung l'eau fraîche et limpide de la montagne. Comme mesure d'atténuation, l'entreprise a détourné le ruisseau, qui coule maintenant autour de la périphérie de la mine. Les résidents disent que l'eau est polluée, non seulement par les déchets liquides de la mine mais aussi par l'élimination inappropriée des déchets solides. Depuis 2006, on a pu observer en plusieurs occasions d'énormes quantités de poissons morts qui flottaient dans les ruisseaux. Ces ruisseaux chargés de cyanure et de métaux lourds se déversent directement dans la rivière Loei, tributaire du Mékong qui traverse plusieurs frontières. En outre, les résidents signalent que l'eau polluée de la mine ruisselle sur le flanc de la montagne pendant la mousson et ils craignent que les métaux lourds ne filtrent jusqu'à la nappe phréatique. Par contre, pendant la saison sèche la poussière de la mine envahit les zones résidentielles, aggravant l'incidence des

maladies respiratoires chez la population locale.

Pour la première fois dans l'histoire, les agriculteurs se plaignent de fortes pénuries d'eau qui laissent les rizières à sec et le sol craquelé par endroits. Le bassin de traitement des déchets se trouvant à proximité de leurs champs, la plupart d'entre eux expriment des craintes quant au taux de pollution des fruits, des légumes et du riz qu'ils essaient de cultiver. L'eau de pluie étant polluée et acidifiée, ils ne peuvent plus se procurer de l'eau potable par des moyens naturels. Au lieu de cela, ils ont dû commencer à acheter de l'eau, ce qui représente une charge supplémentaire pour leurs budgets familiaux déjà serrés.

Comprenant qu'elles ont besoin d'accroître leurs revenus pour pouvoir acheter de l'eau et des aliments, quelques femmes ont commencé à se rendre plus souvent à la capitale provinciale pour faire des travaux journaliers temporaires. Les résidents n'ont plus la possibilité de maintenir leur souveraineté alimentaire ni leur autosuffisance ; leurs droits à la nourriture, à l'eau et à la santé leur ont été volés. Comme elles se chargent de la cuisine, du nettoyage, de la provision d'eau potable et d'autres éléments indispensables, les femmes déclarent que leurs tâches ménagères sont devenues plus contraignantes.

Ces deux dernières années les résidents ont commencé à se plaindre d'éruptions cutanées, de problèmes respiratoires, d'irritations graves des yeux, de maux de tête chroniques, de vertige et de faiblesse des membres. En outre, le bruit des fréquentes explosions dans les mines non seulement fait craquer les maisons et éclater les vitres des fenêtres, il provoque aussi des palpitations chez les vieillards et une angoisse permanente chez les enfants.

Après avoir travaillé dans leurs champs et leurs rizières, les femmes et les hommes souffrent d'irritations cutanées, leur peau se détache par endroits et ils finissent par avoir des plaies purulentes. Les hommes qui travaillent à la mine ont eu des troubles de santé angoissants : affections cutanées, maladies graves des yeux et des poumons, insomnies et perturbations neurologiques. De leur côté, les femmes rapportent qu'après avoir lavé les vêtements utilisés dans la mine et sur les champs, elles ont des éruptions aux mains et aux bras, des difficultés pour respirer et mal aux yeux. Les analyses pratiquées aux enfants ont prouvé la présence de taux élevés de cyanure et de métaux lourds dans leur sang. Un rapport fait par des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais et publié en février 2009 a conseillé aux résidents de ne pas boire l'eau de la zone et de ne pas l'utiliser non plus pour cuisiner, car elle contenait des taux élevés de cyanure, d'arsenic, de cadmium et de manganèse.

La police et des gardes de sécurité armés engagés par Tungkam surveillent la mine et la communauté, et ils informent l'entreprise de tous ceux qui circulent dans le site et dans les alentours. En général, les gens sont trop intimidés pour parler en public des impacts de la mine ; ainsi, les défenseurs de la justice environnementale et sociale ne peuvent pas intervenir. L'impossibilité de participer aux décisions qui touchent à l'avenir de leur terre et à leurs moyens de survie, ainsi que celle de manifester leur opposition, constituent une violation grave des droits politiques et sociaux que la législation nationale et internationale leur garantit.

Au départ, les résidents ont été contrariés du manque de communication, de consultation et de transparence de la part de Tungkam à propos de ses projets pour les terres ancestrales des Isaans. L'information est parvenue à la communauté en 2006, après qu'un biologiste local a eu accès aux documents concernant le permis d'extraction. Depuis, une petite équipe de membres de la communauté, constituée surtout par des femmes, a formé un comité qui a organisé des assemblées pour discuter des effets de l'extraction d'or sur les sources d'eau, le sol, la végétation, la qualité de l'air et la santé des gens. Ils ont organisé des forums publics et des discussions ouvertes, des ateliers et des expositions de photos. D'après les membres du comité, ce sont surtout les femmes et, en particulier, celles des générations les plus jeunes, qui participent aux discussions sur l'impact des mines et sur des stratégies pour modifier la situation. En novembre 2006, un échange avec des activistes de la Birmanie, du Cambodge, de l'Indonésie et des Philippines a été organisé à Wangsaphung dans le cadre d'une mobilisation internationale contre l'extraction minière commerciale à grande échelle. D'après les femmes locales, après cet événement international la sécurité a été renforcée dans la zone de la mine. Depuis, ceux qui essaient d'examiner les activités de Tungkam sont soumis à des tactiques d'intimidation.

En 2008, les résidents ont contribué pendant toute l'année à documenter les répercussions sur la santé de l'empoisonnement par le cyanure. Ensuite ils ont commencé à déposer des plaintes auprès des commissions nationales de la santé et des droits de l'homme. La Commission des droits de l'homme a produit un rapport qui demandait à Tungkam de nettoyer les zones contaminées. Pourtant, aucune mesure de redressement n'a été prise par Tungkam, en dépit du fait que la commission avait condamné ses opérations et validé les inquiétudes de la communauté. En revanche, l'entreprise a commencé à faire de la publicité pour son « éthique commerciale positive » et à patronner des fêtes scolaires, des compétitions sportives et des bourses d'études pour les jeunes. Pour les habitants de Wangsaphung, ces initiatives sont fourbes et visent à les détourner du grave problème que représente l'empoisonnement permanent par le cyanure et l'arsenic.

Jusqu'à la fin 2009, le comité de la communauté de Wangsaphung cherchait à stopper les plans de Tungkam d'élargir les installations de cyanuration et de traitement de l'or. Des meetings de protestation ont été organisés au siège du gouvernement local pour exiger la publication des documents sur le projet d'expansion. D'autres manifestations de réseaux de la société civile sont prévues. Simultanément, les femmes organisent des coopératives de tissage et de production d'aliments, qui leur permettent de préserver leur identité, d'appliquer des principes écologiques et d'être autosuffisantes. Ce travail préparatoire vise à encourager la solidarité collective de manière à lancer une campagne pour la fermeture de la mine et l'interdiction de toute activité minière dans les terres des Isaans.

*Tanya Roberts-Davis et le Thai Network for Mining Affected Communities/ Eco-Culture Study Group, adresse électronique : [troberts@alumni.upeace.org](mailto:troberts@alumni.upeace.org).*

---

## **– Les femmes et le changement climatique : les plus affectées et les moins écoutées**

Dans une étude sur le climat et le développement récemment publiée en Allemagne on peut lire les affirmations suivantes : « La pauvreté touche beaucoup, trop de personnes, et elle touche les hommes et les femmes de façon différente et en nombre différent. La plupart des pauvres sont des femmes, comme la recherche l'a montré, et cela est lié au fait que dans la plupart des pays les femmes et les jeunes sont victimes de discrimination juridique et sociale. Les femmes ont moins accès à l'éducation et à la santé que les hommes et elles n'ont pas les mêmes opportunités économiques, que ce soit parce que leur capacité d'agir est soumise à des limitations légales, parce qu'elles ne peuvent pas se déplacer librement ou pour d'autres raisons.

Il existe de bonnes raisons de croire qu'un des résultats de cette discrimination sociale et politique des femmes est qu'elles sont touchées différemment par le changement climatique, circonstance qui aggrave la pauvreté et les risques auxquels elles sont exposées. » [1]

Une de ces raisons est que la plupart des personnes affectées par les pires catastrophes climatiques survenues ces dernières années sont des femmes pauvres. En Indonésie, par exemple, il y a eu beaucoup plus de femmes que d'hommes noyés au cours du tsunami, parce qu'elles ne savaient pas nager, parce qu'elles sont restées s'occuper de leurs enfants jusqu'à la dernière minute, parce qu'elles étaient enfermées, parce qu'elles l'ont appris trop tard, parce que leurs vêtements longs les ont empêchées de se déplacer rapidement, parce que leurs réserves nutritives insuffisantes ne leur ont pas permis de fournir l'effort nécessaire pour se sauver, et ainsi de suite.

Dans un article sur les femmes et le changement climatique, l'avocate australienne Kellie Tranter décrit quelques causes de mort comme celles que nous venons de mentionner et démontre que les femmes mortes au cours de catastrophes naturelles sont plus nombreuses que les hommes : 90 % des 140 000 victimes du cyclone qui s'est abattu sur le Bangladesh en 1991 étaient des femmes ; plus de femmes que d'hommes sont mortes pendant la vague de chaleur qui a frappé l'Europe en 2003 et, dans le tsunami de 2006, entre 3 et 4 femmes sont mortes pour chaque homme [2].

Des témoignages recueillis en 2009 au cours d'une recherche menée chez des femmes allemandes, boliviennes et tanzaniennes [3] rendent compte de la surcharge de travail que le changement climatique apporte aux femmes. C'est ce qui se passe, par exemple, dans le département d'Oruro en Bolivie : « Quand il y a des vagues de chaleur les sources se tarissent et l'eau qui reste est de plus en plus salée, donc de moins en moins potable. Des vents forts dessèchent la terre et l'emportent. En plus, de nouvelles espèces de parasites apparaissent. Une sorte de pou qui attaque la racine de la luzerne fait des ravages et finit par tuer cette plante fourragère ». D'autre part, le changement de la température a fait que des cultures qui poussaient facilement ne soient plus possibles ; autant les pluies que la persistance du gel fait que les récoltes se perdent. Le bétail diminue aussi, faute de

pâturages mais aussi parce qu'il y a maintenant une « nouvelle espèce de moustique, très agressive, qui attaque autant les gens que les bestiaux. Bref, le changement climatique rend encore plus dur le travail déjà pénible des Boliviennes ».

Les femmes de Dodoma, en Tanzanie, racontent des histoires semblables. Les fréquentes sécheresses les obligent « à parcourir un trajet de plus en plus long pour trouver de l'eau et parfois elles doivent même l'acheter... les récoltes ont diminué de façon catastrophique. Cela provoque une pénurie d'aliments préoccupante dans tout le village ». Les femmes doivent recourir à des stratégies diverses pour survivre. Gladis, par exemple, raconte : « comme nous ne pouvons plus compter sur les revenus de l'agriculture... je fais aussi de l'horticulture et de l'élevage de porcs et de poules. En plus, je couds des cartables... je fais de la bière et des travaux occasionnels ». Mais elles veulent ne pas être les seules à se sacrifier. Elles exigent au gouvernement d'éviter la coupe continue d'arbres et le brûlage de forêts, qui aggravent la pénurie d'eau et le climat, et elles demandent aux pays industrialisés de changer leur mode de vie.

Les femmes ne peuvent pas continuer à être les victimes, et elles doivent participer à l'élaboration des politiques relatives au changement climatique. Elles ont bien obtenu quelques reconnaissances formelles mais celles-ci ne se reflètent pas dans les propositions ni les structures de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques.

D'une part, la plupart des politiques proposées pour résoudre le problème du climat ne feront qu'aggraver les situations décrites plus haut. Par exemple, les cultures industrielles pour la fabrication de carburants et les plantations d'arbres en tant que puits de carbone ont déjà eu des effets négatifs sur les forêts, les sols et l'eau, et aussi sur les femmes.

D'autre part, les femmes ont du mal à se faire prendre en compte, même dans le cadre de la Convention et en dépit des énoncés de celle-ci. En décembre 2007, à Bali, les leaders internationaux ont déclaré pour la première fois que « les questions de genre sont pertinentes dans les politiques relatives au climat ». En 2009, la Convention a formellement reconnu la participation d'organisations de femmes et sur les questions d'égalité entre les sexes. Néanmoins, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a annoncé récemment la création d'un groupe « de haut niveau » chargé d'obtenir des fonds pour faire face aux répercussions négatives du changement climatique sur les pays les plus pauvres et de formuler un système économique qui ne soit pas fondé sur l'emploi de combustibles fossiles [4]. Ce groupe compte 19 membres. Tous sont des hommes. Le sort de l'humanité pourrait dépendre d'eux [5].

Les discours concernant « l'égalité entre les sexes » doivent se refléter dans les faits. Il n'y a plus de temps à perdre. Les femmes, en plus d'être celles qui souffrent le plus du changement climatique, sont essentielles au moment de trouver des solutions. L'élimination des inégalités entre les sexes est une question de justice mais aussi de survie.

[1] Extrait de "Climate Change Adaptation from a Gender Perspective, A cross-cutting

*analysis of development-policy instruments”, Birte Rodenberg, projet de recherche du DIE sur le changement climatique et le développement, Bonn, 2009.*

[2] Publié par Mirada Global, <http://www.miradaglobal.com/>.

[3] Fortalecer a las mujeres. ¡Cambiar el clima! VER

[4] Extrait de l'article d'Elizabeth Becker et Suzanne Ehlers : “Why are women being left out of climate decision-making?” <http://www.grist.org/article/2010-03-08-why-are-women-being-left-out-of-climate-decision-making-u.n/>.

[5] Pour plus d'informations voir le communiqué de presse de Gender CC : <http://www.gendercc.net/>

[index](#)

---

## **– Les femmes et les hommes invisibles qui résistent contre la destruction de leur territoire dans le Nord du Grand Chaco**

Vivre ne doit pas forcément être une lutte contre des pouvoirs meurtriers. La vie des femmes et des hommes ayoreo des groupes isolés (sans contact avec notre civilisation) n'était pas une lutte, c'était vivre dans leurs territoires et avec eux, depuis des siècles. Aujourd'hui cependant, et malgré eux, leur vie devient résistance, endurance et obligation de lutter, depuis qu'un autre monde est venu envahir le leur et le dominer...

N'est-ce pas là notre histoire aussi, où que nous soyons? Celle qui nous fait nous retrouver emprisonnés, embrouillés et enlisés dans des situations de résistance et d'endurance, alors que notre intérêt était simplement d'être tranquilles, de nous sentir heureux, de vivre?

Les femmes et les hommes indigènes ayoreo des six ou sept groupes qui vivent « en isolement volontaire » (condition et dénomination qu'ils n'ont pas cherchées mais qui sont le résultat d'un processus d'extermination et d'abandon) sont aujourd'hui une infime mais significative minorité humaine.

Avant, les groupes indigènes qui peuplaient toute notre Amérique, chacun avec son monde différent, étaient la majorité, et les minoritaires et les « isolés » étaient les premiers colonisateurs et envahisseurs.

Aujourd'hui, les groupes isolés ayoreo continuent de vivre dans les forêts du Nord du Grand Chaco : ils marchent et parcourent leurs territoires de place en place et, ce faisant, ils trouvent la vie et ils donnent vie à chaque recoin de leur géographie riche et variée, celle-là même que, avec des yeux étrangers à la vie de la forêt, nous percevons souvent comme une simple extension boisée uniforme et invariable de la plaine du Chaco. Notre langage, devenu « économiciste », tend à décrire leur cheminement nomade comme une façon pour eux de s'assurer des ressources vitales : l'eau, si appréciée dans le Chaco assez sec, les animaux qu'ils chassent et qu'ils mangent, les fruits qui poussent dans la forêt. Mais ni elles ni eux n'ont ce regard qui ne voit que l'utile et qui définit tout selon le critère de rareté : les forêts du Chaco ne sont pas pauvres, mais riches ; la vie de ceux qui y vivent « encore » n'est ni une survie, ni un combat. Elle ne l'était pas. Pendant ce temps, pour nous,

Occidentaux des sociétés « modernes », il est impensable que puisse exister une vie qui ne soit pas soumise à la pression de l'économie, à la nécessité de « gagner son pain » en luttant. Pour beaucoup d'entre nous, c'est la seule façon de vivre qui nous reste, c'est celle qui consomme toutes nos énergies.

Cependant, ces habitants de la forêt que nous appelons « isolés » n'ont pas besoin de « gagner leur vie ». Elle est gagnée pour eux quand ils naissent, et ils la retrouvent et la recréent à chaque pas et chaque jour. Leur monde, où ils vivent, n'est pas leur ennemi comme l'est le nôtre pour nous. Leur monde – ils l'appellent «**eami** », qui signifie **monde mais aussi forêt** – les contient, les loge et les protège. C'est un monde avec lequel ils vivent en communication. Il est leur vie et il prend vie avec cette communication : ils le sentent, le regardent, le reconnaissent, en prononcent les noms. Ils le respectent, ils ont peur de ses forces immenses et ils savent s'en protéger. Ils savent qu'il y a une manière de cohabiter avec le monde qui est « l'art de vivre », la « bonne vie », et que si l'on parvient à vivre de la sorte, sans déranger le monde, en communiquant à peine avec lui et avec ce qu'il nous est donné de vivre, on maintient un équilibre sacré qui a été le pilier de cette planète pendant longtemps, avant notre ère, comme fruit des nombreux équilibres soigneusement préservés par des femmes et des hommes de mondes multiples. Le monde Ayoreo n'est que l'un d'entre eux ...

Il est certain que nous ne savons actuellement rien de leur situation réelle. Nous savons quelque chose de leur vie d'antan et de toujours, à travers les témoignages recueillis de ceux qui furent arrachés à leur monde par la force, par des missionnaires, et qui parvinrent à nous raconter leur vie. Mais personne n'a de contact avec les groupes encore isolés. Nous pouvons seulement discerner et recueillir – comme des fruits de la forêt – les traces de leur vie et de leurs déplacements, et les interpréter à la lumière de notre savoir et de notre intuition. Mais, dans l'extrême nord et nord-est du Chaco vivent des groupes isolés qu'une forêt encore continue et étendue dissimule mieux. Les zones déboisées se font de plus en plus nombreuses et proches, mais ils jouissent encore d'une certaine tranquillité. Ce n'est pas le cas dans le Sud, plus près des villages et des villes de notre Chaco central, où des femmes et des hommes isolés entendent et reçoivent chaque jour le message de la destruction de la forêt et de sa disparition pure et simple. Et leur vie de chaque jour est déjà marquée par ce phénomène. Beaucoup de leurs sites sont devenus des « non-sites ». Des points de la planète qui ont perdu leur visage et leur nom, des disparus qui ne reviendront pas, et qui dans le monde Ayoreo « ont cessé d'exister ». Par contre, depuis notre monde, ils reçoivent de nouveaux noms, les lieux ayoreo morts deviennent des points de notre carte (une carte de la mort ?), connectés par nos chemins, déterminés par nos œuvres, productifs selon notre définition, classés suivant leur degré d'utilité pour nous. Certains deviennent des estancias d'élevage, d'autres seront de futures plantations de soja (si Monsanto parvient à réaliser l'exploit annoncé de l'obtention de la semence résistante à la sécheresse).

Pendant ce temps, ces groupes ayoreo isolés plus exposés vivent et se déplacent entre les estancias et les entreprises d'élevage, toujours invisibles, mais ils n'ont maintenant plus d'endroit où aller pour ne pas entendre jour et nuit le bruit des bulldozers qui, tout près de là, arrachent encore davantage de forêt, ou celui des

camions sur un quelconque des nombreux chemins qui ont imposé leur quadrillage artificiel à la carte des autochtones.

Savent-ils, ces femmes ayoreo isolées et ces hommes, contre quoi ils se battent? Il y a quelque temps, ils ont déposé au bord de leur territoire des plumes et des marques chamaniques en vue de mettre un terme à la disparition du monde, mais en vain. Ils perçoivent sans doute que ce qui leur fait face, ce sont des pouvoirs plus forts que ceux de leur monde, des forces qui parlent d'autres langues. Et ils doivent commencer à douter de leurs propres forces, à se sentir menacés et affaiblis.

Cette époque-ci de l'année, les mois de février et mars, est celle du piment rouge sylvestre, et ce sont elles, les femmes ayoreo, qui parcourent la forêt pour le récolter. Cette année, elles le feront avec davantage de crainte, avec beaucoup plus de précautions, dans le vacarme incessant des machines. Il y aura moins de piments. Finis ceux de certains coins, aujourd'hui disparus. De même disparaîtra le caraguatá, qui appartient au monde des femmes. Ce sont elles qui le récoltent pour en transformer les fibres en sacs et en tissus, ces écrits quotidiens où elles tissent leurs expériences, leurs croyances, leurs espoirs et leurs rêves.

Les femmes de la cueillette sont menacées, de même que les fruits qu'elles cherchent, tout comme les hommes chasseurs, aussi menacés que les animaux qu'ils chassent. Avec eux, c'est la force indépendante, diverse et unique de leur monde qui est en danger.

La déforestation, mot qui ici, dans ce texte, à l'air si abstrait et qui cependant, dans le Nord du Chaco est si implacablement concret, la déforestation détruit peu à peu l'équilibre du monde ayoreo. Elle détruit aussi la liberté et l'autonomie, une vie qui ne dépend ni de l'argent ni du supermarché, une vie autosuffisante et durable.

Lutter n'est pas toujours guerroyer et attaquer. C'est parfois une floraison silencieuse, invisible et pacifique. Les femmes – et les hommes – des groupes isolés luttent contre la déforestation. Ils le font en vivant dans la forêt, et en s'accrochant à leur mode de vie, inséparable de la vie de leurs territoires. Lutter, c'est parfois être sur place et s'y maintenir, c'est s'apprécier et devenir fort, et reconnaître sa propre richesse et en être conscient.

*Benno Glauser (Iniciativa Amotocodie, Chaco paraguayen), adresse électronique : [bennoglauser@gmail.com](mailto:bennoglauser@gmail.com)*

[index](#)

---

## **– La vie des femmes chez les Garo du Bangladesh, un peuple forestier privé de forêts**

Sicilia Snal (25 ans) est une femme garo du village de Sataria, situé dans la forêt de sals de Modhupur. Cette forêt de 62 000 acres seulement est pourtant la troisième du Bangladesh, un pays dont le taux de boisement par personne est parmi les plus faibles du monde. Sicilia doit se rendre dans la forêt voisine pour ramasser du bois de feu. Elle et les autres villageois ont toujours joui de ce droit.

Aujourd'hui, cette forêt indigène historique a tout perdu, sauf son nom. Sa surface s'est réduite à moins de dix pour cent de ce qu'elle était. Cela a rendu très difficile la vie des Garos, qui s'accrochent toujours à la forêt. Beaucoup ont été tués, torturés ou mis en prison sous de fausses accusations ; des femmes ont été violées ou forcées de migrer vers les villes pour devenir travailleuses industrielles, esthéticiennes ou femmes de ménage.

Ayant reçu très peu d'éducation dans son village éloigné de tout, Sicilia complète les revenus de sa famille en travaillant comme journalière. Elle se charge aussi d'apporter du bois de feu de la forêt voisine qui n'est plus qu'un ensemble de buissons.

Sa vie a changé de façon dramatique le 21 août 2006. Ce jour-là, elle est allée chercher du bois comme d'habitude, tôt le matin. Sur le chemin du retour, elle et quelques autres femmes garo ont mis leurs fardeaux par terre pour se reposer un instant. Tout à coup, à leur grande surprise, un garde forestier a tiré sur elle par derrière. Sicilia a été blessée. Elle a reçu une centaine de plombs dont certains se sont logés dans sa vésicule biliaire et dans ses reins. Elle s'est évanouie. Dans un collège médical de la ville la plus proche (Mymensingh) sa vésicule lui a été extirpée.

Quelques plombs sont restés dans un de ses reins et n'ont pu être retirés qu'après la naissance de son troisième enfant. Avec près d'une centaine de plombs dans son dos et ses mains, toute tâche pénible lui est maintenant interdite. Elle n'a pas obtenu réparation au tribunal ; comme quelques milliers d'autres, son cas est toujours en instance.

Bihen Nokrek (35 ans), du village forestier de Joynagachha, a été abattu par les gardes du Département forestier (DF) aux premières heures du matin du 10 avril 1996. Une commission d'enquête à laquelle a participé uniquement un magistrat local n'a produit qu'un rapport qui, d'après une source du DF, disait que le coup de feu [qui avait tué Bihen] avait été justifié. La femme et les six enfants de Bihen Nokrek languissent maintenant dans la pauvreté et l'insécurité.

En 1992, Renu Nekola, une Garo du village de Kakraguni, a passé un mois et demi en prison pour avoir « endommagé les forêts ». Elle raconte qu'elle a été arrêtée le 12 décembre 1991 pendant qu'elle cherchait du bois de feu dans la forêt. Une petite hache à la main, elle a été attrapée et accusée d'avoir coupé un arbre sur pied. Le juge d'un tribunal local l'a condamnée à un mois de prison, mais elle y avait déjà passé un mois et vingt-trois jours quand le verdict a été rendu en application du code forestier.

Sicilia Snal, Bihen Nokrek et Renu Nekola appartiennent à une tribu garo matrilineaire qui s'est établie dans cette forêt il y a plusieurs siècles, après un long voyage depuis le Tibet. La plupart des Garos vivent dans l'État indien de Meghalaya. Autrefois, la forêt était dense et pleine de vie. Les gens plantaient toutes sortes de choses. Des siècles durant ils ont pratiqué aussi la culture sur brûlis sur la montagne, qu'on appelle localement Chala.

Dans la société matrilineaire garo les femmes sont propriétaires, elles font tout, elles

peuvent choisir leurs maris et on les voit assurer des tâches de toutes sortes, dans les champs et à la maison, avec un air de liberté qui fait contraste avec la situation des femmes de la société musulmane majoritaire. Tandis que les femmes musulmanes sont soumises à beaucoup de restrictions, les femmes garo sont égales aux hommes. Elles fument et boivent avec eux. Elles ne se fâchent pas trop s'ils sont adultères. Les offenses peuvent être réglées de façon pacifique en échange de quelques cochons que tout le village mange dans une ambiance de fête. C'est un peuple merveilleux, d'une belle mentalité, qui grandit dans la forêt. Un tel tableau ne se voit pas souvent dans les villages bengalis.

Ces enfants des forêts, qui vivaient paisiblement dans leurs villages, sont maintenant exposés au monde extérieur parce que la forêt est en train disparaître rapidement. La cause principale de la forte diminution des forêts indigènes, à Modhupur et ailleurs, est la monoculture d'eucalyptus et acacias exotiques financée par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Les plantations d'arbres en cycles de rotation courts ont des effets multiples et graves. Dernièrement, des gens de l'extérieur ont commencé à faire aussi des plantations industrielles de bananiers et d'ananas.

Sans les forêts, la vie des femmes garo est devenue dure et risquée. Le bois et les aliments que les femmes ont toujours cueilli dans la forêt sont devenus rares. Elles continuent d'aller dans la forêt qui n'a plus que le sous-bois mais elles doivent faire face à des voyous et des armes à feu. Les gardes armés du Département forestier, les militaires parfois, les groupes de bandits et les commerçants de l'extérieur, tous ensemble, causent des difficultés insurmontables aux femmes garo en particulier. Sicilia Snal et Renu Nekola ne sont que deux exemples parmi les milliers de femmes qui se voient quotidiennement confrontées aux balles, aux viols et à des harcèlements de toutes sortes dans leur vie quotidienne.

Le déboisement, les plantations et l'invasion des villages forestiers par des gens de l'extérieur obligent les femmes garo à partir vers les villes. Dans la capitale, Dhaka, on constate un fait surprenant : dans tous les instituts de beauté on trouve des jeunes femmes garo qui travaillent en silence, le sourire aux lèvres. La même chose se passe dans les instituts de physiothérapie. Les quelques milliers de femmes et de filles garo qui travaillent à la capitale après avoir quitté leur terre et leur forêt y introduisent une différence saisissante. Elles sont exceptionnelles car leurs valeurs sont très différentes. Les tâches qui « salissent » les femmes des sociétés patriarcales ne les affectent pas. Leur mentalité fait qu'elles soient vraiment égales aux hommes ; ainsi, où qu'elles aillent, elles suscitent des changements.

Les femmes garo ramènent à leur village l'argent qu'elles gagnent dans les villes. La forêt a disparu dans la plupart des cas, mais elles restent fermes et apprennent aux gens des autres sociétés les leçons dont ils ont besoin. Elles gardent le sourire malgré tous les problèmes qu'elles rencontrent. Elles ne sont pas les propriétaires formelles des terrains où elles bâtissent leurs maisons dans les villages forestiers, mais elles détiennent les secrets de la forêt. À la moindre occasion, la forêt pourra refleurir entre leurs mains.

*Philip Gain, Society for Environment and Human Development (SEHD), Bangladesh, adresse électronique : [sehd@citech.net](mailto:sehd@citech.net).*

**– Brésil : pour qui et pour quoi luttent les femmes, le 8 mars aussi**

Qu'est-ce que le bonheur ? Les réponses pourraient être nombreuses ; nous pourrions même considérer que le bonheur est une question strictement personnelle. Pourtant, au moins deux aspects du bonheur sont universels : d'une part, nous voulons tous l'obtenir ; d'autre part, il est difficile que quelqu'un puisse se déclarer heureux s'il a faim ou froid, s'il n'a pas de maison ou d'accès aux connaissances accumulées par l'humanité.

Où en sommes-nous quant au 'coefficient de bonheur' ? En tant que femmes, on est très mal. En tant que paysannes et travailleuses, on est très mal aussi. En tant que mères, on est mal.

Pourquoi sommes-nous mal ?

Dans le foyer, les tâches domestiques sont encore considérées comme « féminines ». Les hommes qui pensent avoir dépassé le stade du machisme y « collaborent » mais ne s'en sentent pas responsables. Les caractéristiques habituellement attribuées au sexe féminin sont utilisées pour dénigrer et diminuer d'autres personnes, comme dans certains refrains des amateurs de football. Être "une petite femme" c'est être rien du tout, un esclave, un objet.

Être mère n'est pas seulement « subir le paradis ». Très peu de lieux de travail, d'écoles et d'espaces publics et privés possèdent des garderies pour que les mères puissent s'occuper vraiment de leurs activités, quelles qu'elles soient. Quand une femme cherche du travail, la question « avez-vous des enfants ? » peut être le début d'un refus. En général, l'individualisme si cultivé de nos jours ne reconnaît pas les enfants comme une responsabilité collective, comme des personnes dont le bien-être doit intéresser tout le monde. Les enfants sont à la charge de leurs mères uniquement.

En tant que travailleuses, nous sommes toujours moins payées que les hommes pour le même travail. D'autre part, beaucoup de chefs et de patrons considèrent les travailleuses comme des objets sexuels. Quant aux paysannes, elles subissent directement les effets du capitalisme en raison du mode fonctionnement des transnationales agro-industrielles.

En plus de tout cela, nous subissons quotidiennement des coups et des violences ; le plus triste est que très souvent cette violence est exercée par les pères, les maris, les enfants, les oncles, les grands-pères... c'est-à-dire qu'il s'agit d'une violence née au sein de la famille.

Revenons au problème des paysannes. On pourrait supposer que la disparition des métiers est une évolution « naturelle » du développement humain, comme à l'époque de la révolution industrielle ; de même, la disparition des paysannes serait « naturelle », puisque la « modernité » avance vers la campagne. On pourrait supposer aussi que la population des villes n'a rien à voir avec ce qui se passe à la

campagne, par exemple avec la violence des entreprises agro-industrielles contre les paysannes et les paysans.

En ce qui concerne ce que nous mangeons, dans les villes il y a deux options : les aliments « industrialisés » et les aliments « naturels ». Les premiers sont ceux qu'on trouve dans les chaînes de fast-food et les aliments tout prêts fabriqués par Bunge et d'autres entreprises. Les aliments naturels sont le lait, les céréales, les fruits, les légumes, etc., produits à 60-80 % par des paysans et des paysannes.

Les effets de chacune de ces options alimentaires sont déjà visibles : des taux élevés d'obésité, de cancer, de suicides, de dépressions dus à des régimes du type McDonald. Nous n'avons jamais entendu dire que quelqu'un soit tombé malade pour avoir mangé des aliments sains produits par les paysans.

Par conséquent, la production des aliments indispensables au bonheur de chaque personne ne peut pas être une affaire ; tout au long de l'histoire de l'humanité les paysannes ont joué un rôle central dans l'alimentation des hommes et des femmes.

Des entreprises transnationales comme Monsanto, Syngenta, Nestlé, Bayer, Cargill, Dupont ou Basf n'ont pas pour but de produire des aliments mais de rapporter des bénéfices. Dans leur recherche perpétuelle du gain, elles essaient d'exterminer les paysans, et les femmes paysannes en sont les premières victimes.

Là où l'agro-industrie avance la paysannerie diminue. Les rares emplois qui restent sont occupés par des hommes mal payés et exploités ; pour les femmes, les seules possibilités qui restent sont de migrer vers les villes, de rester au foyer en situation de dépendance absolue, ou de se prostituer.

Pour l'ensemble de la société cela se traduit par moins d'emplois, moins de nourriture, moins de logements et davantage de violence. Quel bonheur peut-on trouver dans ce système, où même la fierté de savoir et de pouvoir produire la nourriture et l'identité paysanne héritée et perfectionnée par chaque génération, peut être volée par les entreprises agro-industrielles ?

Lorsqu'une entreprise brevète une semence qui appartient au patrimoine des peuples et doit être au service de l'humanité, elle vole les savoirs construits à travers le temps par les paysans et les paysannes.

Au Brésil, les entreprises papetières élargissent dans plusieurs régions leurs déserts verts d'eucalyptus. Dans les États de Bahia, Espírito Santo, Maranhão et Rio Grande do Sul, Stora Enso, Votorantim/Fibra et Suzano expulsent de leurs terres des peuples autochtones, des descendants d'esclaves, des paysans et des paysannes, et elles y installent leurs armées clonées, sous la forme d'eucalyptus et sous la forme de soldats.

Nous, les paysannes, les autochtones, les noires du Mouvement Sans Terre et de la Via Campesina, nous nous lançons contre le projet de mort des entreprises transnationales. Ce 8 mars, nous réaffirmons notre lutte, parce que le 8 mars est un jour de roses mais aussi un jour pour continuer de lutter, d'abattre les eucalyptus et d'en finir avec la faim qu'ils représentent.

Nous annonçons dans notre manifeste que « **nous ne voulons pas que des aliments, nous voulons des aliments sains, nous voulons la souveraineté alimentaire !** ». Au Brésil, d'après une recherche de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRI), 80 % des personnes sans revenus sont des femmes. Pour que cette situation change il est indispensable d'obtenir la souveraineté alimentaire.

Que veut dire souveraineté alimentaire ? Cela veut dire que le peuple – les femmes, les hommes, les jeunes, les vieillards – décide ce qu'il veut comme nourriture et qu'il a la capacité de produire et de consommer des aliments sains, en quantité suffisante et en respectant sa culture. La souveraineté alimentaire requiert une transformation culturelle qui comporte un changement des rapports entre les personnes.

Certains essaient de disqualifier notre lutte en nous appelant délinquantes et ignorantes et en nous comparant à ceux qui, pendant la révolution industrielle, se sont mis à détruire des machines lorsque le sang des travailleurs et des travailleuses du textile a été versé.

Quel est notre crime ? Couper des eucalyptus pour produire des aliments ? Empêcher le vol du patrimoine collectif, les semences par exemple, en refusant les semences transgéniques brevetées ? Proposer de construire une société où il y aura du pain, de l'eau, de l'air et de l'éducation pour toutes et pour tous ? Est-ce pour cela que nous sommes des délinquantes et des ignorantes ?

Pour construire la souveraineté alimentaire nous devons combattre l'agro-industrie et l'expansion du désert vert d'eucalyptus. La souveraineté alimentaire est la base du bonheur des peuples, car elle implique l'existence d'aliments abondants, sains et abordables, et celle de nouveaux rapports entre les personnes et entre elles et l'environnement.

Hommes, comprenez qu'une femme qui vit et qui lutte aux côtés d'un homme qui s'avoue machiste est comme un esclave qui vit avec quelqu'un qui s'avoue esclavagiste. Quels rapports d'égalité et de respect peut-il y avoir dans une situation semblable ?

Quand nous luttons pour une nouvelle société qui jouisse de souveraineté alimentaire nous luttons pour notre bonheur, personnel et collectif. En cette Journée internationale de la femme travailleuse, nous continuons de lutter pour la nourriture mais aussi pour la souveraineté alimentaire, pour vivre heureuses à la campagne.

*Janaina Stronzake, MST de Rio Grande do Sul, adresse électronique : [terrajana@gmail.com](mailto:terrajana@gmail.com)*

[index](#)

---

